

DÉLIBÉRATION n° 2026-01
portant approbation du compte-rendu de la
séance plénière du 09 décembre 2025

Point inscrit à l'ordre du jour n° 1

Conseil académique du 13 avril 2026

Vu le Code de l'éducation, notamment les articles L. 712-4 et L. 712-6-1 III ;
Vu les Statuts de l'Université de La Réunion mis à jour le 02 mai 2025 ;

Après en avoir délibéré, les membres du Conseil académique **approuvent le compte-rendu du Conseil académique réuni en séance plénière du 09 décembre 2025**, [annexé](#).

Résultats du vote						
Vote électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				43		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	40	Contre	0	abstention (s)	3

Fait à Saint-Denis le **13 avril 2026**

La Présidente du Conseil académique
de l'Université de La Réunion


Pr. Nathalie WALLIAN

Transmis au Recteur de la Région académique de La Réunion, Chancelier des universités, le **23 AVR. 2026**

Publié au *Recueil des actes administratifs* de l'Université de La Réunion, le **23 AVR. 2026**

Service des Affaires Institutionnelles

**CONSEIL ACADÉMIQUE
COMPTE-RENDU DE LA SÉANCE PLÉNIÈRE
du 09 décembre 2025 à 09h00**

Le Conseil académique s'est réuni en formation plénière le **mardi 09 décembre 2025 en mode hybride** sous la présidence du Professeur Nathalie WALLIAN, Présidente du Conseil académique.

Sur 65 membres en exercice dûment convoqués, 35 étaient présents ou représentés à l'ouverture de la séance à 09h10. Le quorum étant atteint, le Conseil académique de l'Université de La Réunion a pu ainsi valablement siéger sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Approbation du compte-rendu de la séance plénière du 23 septembre 2025.
- 2) Élection des membres de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers (SDU) :
 - Collège usagers ;
 - Collège 1 : professeurs des universités et personnels assimilés titulaires ;
 - Collège 2 : maîtres de conférences et personnels assimilés titulaires.
- 3) Désignation des membres pour le conseil du service SSE.
- 4) Charte sur l'utilisation de l'Intelligence Artificielle Générative au sein de l'Université de La Réunion.
- 5) Campagne emplois 2026.
- 6) Étude de la qualification des postes de la campagne MCF et PR

Pour information :

- 7) Budget initial 2026.
- 8) Question(s) diverse(s).

MEMBRES PRÉSENTS

Président du Conseil académique : Nathalie WALLIAN.

Professeurs : Alexis PARMENTIER - Christine OROBITG (visioconférence) – Vilasnee HAUTIN-TAMPOE (visioconférence) - Gwenaëlle PENNOBER - Marianne MORILLON (visioconférence) - Bertrand Jean Marc BARON (visioconférence) - Isabelle FOCK-BASTIDE (visioconférence)-

Maîtres de conférences et autres enseignants : Rémi RADIGUET (visioconférence) – Laëtitia Marie Gwenaëlle LEBIHAN (visioconférence) - Grégoire MOLINATTI (visioconférence) - AÏT-AARAB Mohamed - Francky LAURET (visioconférence) - Audrey JAEGER (visioconférence) -Lucie PENIN (visioconférence)

Chantal VERKINDT (visioconférence) - Franck AH-PINE (visioconférence) - Steeve BOURANE (visioconférence).

Personnels BIATSS : Audrey BECQUART (visioconférence) - Séverine TOMAS (visioconférence) - Guillaume MONTPRÉ (visioconférence) - Poornima CHOTOORY (visioconférence).

Usagers titulaires : Naomie SAQUOITIER—BALON - Rayan REMTOULA - Coralie LEBON (visioconférence) - Lucas RICHAUVET—GONTHIER - Salima BAOU - Ya-Ish MULLA (visioconférence) - Franck VILCOURT (visioconférence) - Stéphanie LAMAH (visioconférence) - TESTAN Aurore (présente uniquement au point 2).

MEMBRES REPRÉSENTÉS

Professeurs : Nicolas MOREAU *par Alexis PARMENTIER* - Olivier DESAULNAY *par Rémi RADIGUET* - Virginie MOISSON *par Alexis PARMENTIER* - Christophe DEPOORTERE *par Bertrand BARON* - Dominique STRASBERG *par Nathalie WALLIAN* - Hippolyte KODJA *par Isabelle FOCK-BASTIDE* - Christian LEFEBVRE D'HELLEN COURT *par Gwenaëlle PENNOBER* -

Maîtres de conférences et autres enseignants : Olivia RICCI *par Audrey JAEGER* - Daouda DIAKITE *par LEBIHAN* - Eléonore CADOU *par Laëtitia LEBIHAN* - Amangoua Jean-Jacques KADJO *par AÏT-AARAB Mohamed*.

Personnels BIATSS : Jérémy HO-LU *par Audrey BECQUART* - Rizwanah IMANKAN *par Séverine TOMAS* - Véronique NASRI *pour Chantal VERKINDT*.

Personnalités extérieures : Graziella TOSTAIN *par Isabelle FOCK-BASTIDE*.

Usagers titulaires : Hassane Djaffar Abi SAID *par Naomie SAQUOITIER—BALON* - Ericka TECHER *par Naomie SAQUOITIER—BALON* - Ewoian DUGUIN *par Salima BAOU* - Alicia FAMEKAMY *par Rayan REMTOULA* - Maël LESPINE—BARRIERE *par Lucas RICHAUVET—GONTHIER* - Lucas ABUFERA *par BAOU Salima* - Baco HOUMADI *par Rayan REMTOULA*.

MEMBRES ABSENTS

Professeurs : Line RIQUEL - Antoine BERTOLOTTI.

Maîtres de conférences et autres enseignants : David Joseph LORION - Pascal BARET - Christine ROBERT DA-SILVA - Elena CONAN.

Personnalités extérieures : Christian ANETTE - Etienne SNOECK - Perrine MANGION - Maurice BERNE - Marie-Josée LO-THONG - Frédéric DIJOUX - Karine AH-SONG.

Usagers titulaires : Yann BEGUE - Mathieu BOUC.

ONT ASSISTÉ EN QUALITÉ D'INVITÉS

Monsieur Teddy CADERBY, Vice-Président du Conseil d'administration en charge des affaires générales (VPCA) - Monsieur Christophe PORLIER, Vice-Président en charge du numérique, des usages et de l'intelligence artificielle - Madame Véronique SEBASTIEN, Coordinatrice à la stratégie numérique, aux usages et à l'IA - Coline THEPOT, Chargée des affaires juridiques et du contentieux - Yveline CHATEAU.

gestionnaire au service des affaires institutionnelles - Anaëlle ROBERT, gestionnaire au service des affaires institutionnelles, secrétaire de séance.

.....
Madame la Présidente du Conseil académique remercie les membres présents au conseil académique plénier et demande si le quorum est atteint avant de débiter la séance.

La secrétaire de séance indique que le quorum est atteint avec 35 présents et/ou représentés.

Madame la Présidente déclare la séance ouverte et demande s'il y a des questions diverses ou remarques.

Monsieur Alexis PARMENTIER s'interroge sur l'ordre des points de l'ordre du jour qui vont être traités.

Il indique que dans les statuts, « le conseil académique en formation plénière est consulté, ou peut émettre des vœux sur la qualification à donner aux emplois d'enseignants-chercheurs et chercheurs vacants ou demandés » et qu'il serait ainsi plus judicieux traiter le point 7 avant le point 5, afin d'obtenir des éclaircissements budgétaires avant de décider s'il serait préférable de proposer un poste de maître de conférences ou d'ATER, par exemple.

Il se questionne ensuite sur la pertinence de se prononcer sur des fiches de poste aussi détaillées au point 6 à l'ordre du jour et notamment sur la nécessité de préciser les publics visés et les responsabilités. Aussi, si c'est légal et si cela relève de la compétence du CAC plénier ou du CAC restreint de se prononcer sur les fiches de poste ?

Madame la Présidente souscrit à la suggestion d'avancer le point 7, d'autant plus que le VP CA n'est plus disponible à partir de 10h. Elle alerte donc Monsieur Teddy CADERBY de son intervention en séance dans une quinzaine de minute.

Monsieur Alexis PARMENTIER suggère de faire un vote à l'ensemble des membres présent au Cac plénier pour le changement d'ordre du jour.

Madame la Présidente demande aux membres « Qui est contre le changement de l'ordre du jour qui consisterait à passer le point 7 en point 2 ? Qui s'abstient ? ». La proposition est adoptée à l'unanimité.

Concernant la qualification des postes jusqu'au profil détaillé des fiches postes, elle indique que l'établissement a reçu un courrier de Monsieur le Recteur qui signale que cette qualification doit être étudiée en CAC et que pour éviter tout recours devant le TA, il est important et obligatoire de consulter le CAC sur la qualification à donner aux emplois d'enseignants-chercheurs.

Monsieur Alexis PARMENTIER se questionne sur « qu'est-ce qu'il y a dans la qualification ? Est-ce qu'on votera un niveau de détail aussi important que ce qu'il y a dans les fiches de poste ou pas ? »

Madame la Présidente demande si cela change foncièrement d'aller jusqu'aux fiches postes en CAC plénier ?

Monsieur Alexis PARMENTIER voudrait être certain qu'on ne peut pas se faire attaquer à ce sujet et perdre la campagne d'emplois ou les postes.

Après ses échanges, **Madame la Présidente**, avec l'absence du Monsieur le DAJI, souhaite prendre contact avec Monsieur Jean-Philippe WATBLED, le chargé de mission recrutement, pour savoir si les fiches postes précisément doivent être étudiées en CAC ou en CAC-R.

Dans l'attente, **la Président du Cac** propose de débiter l'ordre du jour et reviendra sur ce point en cours de séance.

Point n°1 : Approbation du compte-rendu de la séance plénière du 23 septembre 2025.

Rapporteur : Madame la Présidente du Cac

Madame la Présidente aborde le point 1 sur l'approbation du compte-rendu de la séance plénière du 23 septembre 2025. « Y-a-t-il des remarques ? »

Madame Isabelle FOCK BASTIDE souhaite retirer ses propos à la page 8, « Madame Isabelle Fock-Bastide intervient sur la particularité de cette formation. La moitié du coût est porté par l'Académie ».

Madame la Présidente note la demande de modification dans le compte-rendu de la séance plénière. « Est-ce qu'il y a d'autres remarques ? »

Monsieur Alexis PARMENTIER souhaite modifier son propos qui n'est peut-être pas clair. Au milieu de la page 7, il est indiqué, « Monsieur Alexis PARMENTIER évoque une projection pour février concernant un volume total d'heures d'enseignement de 176 000. Quel est l'objectif à atteindre pour les 160 000 heures ? Et les modalités à suivre pour y parvenir après validation de certaines formations ? Il s'interroge sur la possibilité de demander à chaque formation une réduction de 10 % des heures d'enseignement ou si le raisonnement se fera par département ou faculté ».

Il indique que ce n'était pas exactement le sens de ses propos. Il réécrit « Monsieur Alexis Parmentier évoque le volume total d'heures d'enseignement HETD de 176 000 heures à ne pas dépasser selon la lettre de cadrage. Si le volume total dépasse ces 176 000 heures, quelles sont les modalités envisagées pour le réduire étant donné qu'on aura déjà validé les formations ? Il s'interroge sur la possibilité de demander à chaque formation une réduction de x %, ce n'était pas 10, c'était x, des heures d'enseignement ou si le raisonnement se fera par département ou faculté, laissant aux facultés le choix d'atteindre cette cible ».

Ses rectifications seront transmises par mail à Madame la Présidente du Cac et au service de la DAJI.

Madame la Présidente le remercie pour cette demande de modification. Dans l'attente de faire rentrer Monsieur Teddy CADERBY, on a la réponse du chargé de mission recrutement, Jean-Philippe WATBLED.

Madame Coline THEPOT reformule les propos « Il indique que sous réserve de confirmation par le DAJI. Il m'a dit qu'il n'était pas entièrement certain de sa réponse, mais que pour lui, c'était bien le CAC plénier qui votait pour les fiches postes ». Mais contacte le DAJI afin d'avoir une réponse stabilisée.

Madame la Présidente propose en attendant que Monsieur le VPCA s'installe, de faire un tour de table des nouveaux étudiants élus en indiquant leur nom et le leurs types d'études.

Elle leur souhaite la bienvenue au sein du conseil académique.

Le vote est ouvert.

Résultats du vote						
Vote électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				51		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	45	Contre	2	abstention (s)	4

Le compte-rendu de la séance du 23 septembre 2025 est adopté.

Point n°7 : Le budget initial 2026

Rapporteur : Monsieur le VPCA

Madame la Présidente, avec l'accord des membres du Cac plénier, inverse donc le point numéro 7 à l'ordre du jour en point numéro 2 et laisse la parole au VPCA pour la présentation du budget initial 2026.

Monsieur le VPCA remercie les collègues d'avoir accepté d'avancer le point budget initial 2026 en vue d'une réunion à 10h.

Concernant ce budget initial, il intègre la campagne d'emplois notamment l'ensemble des volets, ressources humaines, personnel, et également fonctionnement.

En quelques mots, l'élaboration de la campagne emplois 2026 a débuté à l'application de la lettre de cadrage dans le CA du mois de septembre. Cette campagne d'emplois a été cadrée par cette lettre qui précisait la volumétrie de la campagne d'emplois avec des valeurs cibles. Sur la campagne d'emplois dans la lettre de cadrage, il avait été indiqué une volumétrie de : 8 emplois d'enseignants et enseignants-chercheurs titulaires ; 0 BIATSS titulaires étant donné l'absence de support disponible ; 70 enseignants et enseignants-chercheurs contractuels sous plafond État et de 200 BIATSS contractuels. À l'issue de cette délibération, pour le CA, des dialogues de gestion ont lieu avec les composantes et les services.

Les deux dialogues de gestion qui ont eu lieu courant octobre-novembre avec les différentes composantes et les services nous ont permis d'apprécier les besoins sur le volet fonctionnement que sur le volet personnel des composantes et des services. Et il a également permis d'actualiser nos valeurs cibles qui avaient été présentées dans la lettre de cadrage. Pour exemple le volet enseignants, enseignants-chercheurs titulaires, on est passé de 8 emplois dans la lettre de cadrage à 13 aujourd'hui, dans ce qui est présenté dans les documents de campagne d'emplois, et ces emplois supplémentaires ont été identifiés par le biais de composantes, notamment grâce à des départs en retraite qui n'avaient pas été anticipés, qui seront effectifs au semestre prochain. Cela veut dire qu'ils ont été rajoutés dans la campagne d'emplois. Et il y a également des mises à disposition, qui portent généralement sur le budget du fonctionnement : mise à disposition d'un enseignant au sein de l'INSPE, basculé en titulaire, ce qui permet de basculer dans la masse en fonctionnement, la masse salariale. Et il y a également les moyens nouveaux, plus précisément un support supplémentaire qui est le MCF d'orthophonie en UFR Santé. Nous avons eu l'accord de la DGESIP pour financer ce moyen nouveau qui est intégré dans la campagne d'emplois.

Madame Gwenaëlle PENNOBER pose une question concernant l'accord de la DGSIP, Madame Gwenaëlle PENNOBER demande s'il prévoit des moyens financiers supplémentaires.

Monsieur le VPCA confirme que la masse salariale correspondant au poste de MCF en orthophonie : il est donc totalement financé par la DGESIP. La DGESIP a indiqué que ce support doit être pourvu en 2025 déjà : c'est pour ça qu'ils vont mettre à disposition les crédits de masse salariale dès la notification qui va arriver au mois de décembre. Pour nous, ce poste rentre dans la campagne 2026.

Monsieur le VPCA projette le tableau de la campagne emplois 2026. Il récapitule l'ensemble des demandes formulées par les composantes et services et l'ensemble des emplois arbitrés favorablement. Sur le volet enseignants et enseignants-chercheurs titulaires, il y a eu 26 demandes formulées par les composantes et il était indiqué 14 demandes arbitrées favorablement.

En effet, lors du conseil des directeurs de composantes qui s'est tenu lundi dernier, il y a eu une demande notamment de la FLSH qu'il y avait un besoin de récupérer des postes de PR parmi les trois qui avaient été annulés. Et il était demandé d'en rajouter un dans la campagne d'emplois dans l'idée de pouvoir compenser la perte de l'UFR LSH. L'échange avec le service de la masse salariale a permis de voir les possibilités d'intégrer cette demande, en sachant que c'était la seule formulée en CDC : compte-tenu du fait qu'il n'y avait pas d'autres demandes à ce stade, la demande de PR 23 pour l'UFR LSH a été intégrée.

Suite à ce rajout, il y a eu d'autres demandes de composantes qui légitimement ont fait part de leur besoin aussi de pourvoir les postes qui n'ont pas été pourvus durant la campagne d'emplois 2025. Un calcul a été réalisé sur la masse salariale et a révélé la non soutenabilité d'une campagne qui intégrerait l'ensemble des supports demandés. À la suite de ce constat, la décision a été prise d'enlever tous les supports qui n'avaient pas été pourvus dans le cadre de la campagne d'emplois 2025. Il y a donc bien 13 postes et non pas 14 postes dans cette campagne emplois.

Madame Gwenaëlle PENNOBER prend la parole à ce sujet et indique qu'un courrier a été transmis à la direction de l'établissement au sujet du poste PR 23, sollicité par l'UFR LSH à la suite d'un départ à la retraite. Ce poste aurait été transféré de l'UMR Espace-Dev à OIES sans qu'aucune discussion n'ait eu lieu avec Espace-Dev. À l'avenir, Madame PENNOBER souhaite qu'il y ait des échanges préalables pour la prochaine campagne d'emplois avec l'UMR Espace-Dev, qui n'est plus associée à aucune composante. L'UMR Espaces-Dev ne dispose que de trois postes, à savoir la télédétection et la géomatique. En retirer un signifierait qu'il n'en resterait plus que deux, ce qui n'est pas viable.

Monsieur le VPCA remercie Madame PENNOBER pour ces éléments. Pour compléter, la composante du FLSH a remonté un extrait du PV de conseil de fac disant que ce poste-là avait été classé en trois : c'est pour ça qu'elle le proposait parmi les supports à pourvoir en priorité. L'équipe présidentielle s'est donc appuyée sur les PV de réunion en sachant que ce support n'est pas dans les arbitrages réalisés à l'époque en 2024 par l'administrateur provisoire.

Monsieur le VPCA continue sa présentation : il s'agit bien de présenter 13 postes à la campagne emplois 2026. Ensuite, sur le volet BIATSS titulaires, il y a bien zéro emploi, pas de changement. Pas de concours à pouvoir sur le volet BIATSS titulaires dans la mesure où il n'y a pas de support disponible. Sur les enseignants et enseignants-chercheurs contractuels, il y a 49 sur une centaine d'emplois dans les volets contractuels, selon deux vagues. Dans la première vague, il y aura la quasi-moitié des supports et dans l'autre vague, l'autre partie. Sur le volet BIATSS contractuels État, l'établissement est à 38 sur 37 et pour les BIATSS contractuels hors État, il y a 226 sur 280. Cet arbitrage de campagne d'emplois sera présenté en conseil d'administration.

Madame la Présidente complète en disant qu'il s'agit d'une campagne d'emplois soutenable dans un budget globalement présenté pour le 16 décembre.

Madame Gwenaëlle PENNOBER demande si cette campagne est soutenable au vu du courrier envoyé par le Président sur les difficultés, parce qu'il y a beaucoup de retard de prise en compte, par exemple, de promotions, des RIPEC, d'impayés, etc.

Madame la Présidente répond qu'il s'agit de finances sincères et que Monsieur le Recteur a donné le feu vert. De plus, elle indique qu'il n'y a pas eu de budget rectificatif en 2026 au budget 2025. Pour rappel, il y a trois critères de ratio de soutenabilité de l'établissement.

Monsieur le VPCA répond à la question sur la RIPEC C2. Elle avait été coupée parce qu'il y avait volonté de valider d'abord en CA la délibération, laquelle précisait des modifications du tableau de la RIPEC C2, mais également les autres dispositifs de valorisation des carrières (PRP, REHL). La DRH avait arrêté les versements et attendu la délibération du CA. Normalement, ce budget est intégré à la paie de décembre. Et sur les avancements, une demande sera faite à la DRH de savoir s'il est possible d'accélérer les processus pour les collègues qui n'ont pas encore été reclassés.

Monsieur Alexis PARMENTIER, à la suite du message du Président alertant sur les difficultés qu'on va rencontrer, demande si tout a été bien pris en compte lorsque la campagne d'emplois a été élaborée ?

Monsieur le VPCA remercie pour la question et indique que dans le budget présenté, toutes les mesures évoquées par le Président dans son mail ont été intégrées. Cela comprend une réduction de 10 % des frais de fonctionnement pour tous les services, sauf pour les frais essentiels. De plus, toutes les

annulations des équipements non encore lancés ont été prises en compte, ainsi que la diminution des frais de mission. Ces mesures rendent le budget de 2026 soutenable. Pour cela, nous avons décidé de geler les supports non pourvus en 2025, ce qui aide à rendre la campagne d'emplois viable. Le budget total pour 2026 s'élève à environ 164,89 millions d'euros en dépenses, réparties entre le personnel (127 millions), le fonctionnement (26 millions) et les investissements (11 millions). En ce qui concerne les recettes, nous prévoyons 161,85 millions d'euros, dont 122 millions proviennent de subventions de service public. Nous avons également des recettes fléchées de 21 millions pour des projets spécifiques. Cependant, nous faisons face à un déficit de 3 millions, que nous allons compenser en prélevant sur la trésorerie. Cette stratégie est approuvée par le ministère pour maintenir la soutenabilité de notre budget. Nous avons obtenu l'autorisation de présenter ce budget au Conseil d'administration. Bien qu'il soit considéré comme sincère et réaliste, il reste fragile en raison de notre dépendance aux FEDER, ce qui pourrait affecter notre stabilité budgétaire. Des discussions sont en cours avec la Région pour améliorer la gestion des encaissements. On espère que la trajectoire se maintiendra sur l'année 2026.

Madame la Présidente écourte les débats, puisque le VPCA est pris par une autre réunion en indiquant que l'équipe voulait simplement présenter la soutenabilité de cette campagne 2026 et rassurer les membres par rapport aux postes à qualifier en cours de séance.

Monsieur Alexis PARMENTIER soulève une ultime question concernant les FEDER : l'AMI (appel à manifestation d'intérêt) de 20 millions rend-il l'Université fragile ?

Monsieur le VPCA répond qu'effectivement les FEDER rend l'établissement fragile car il doit avancer les financements. En fin d'année, on est obligé de puiser dans la trésorerie pour payer les salaires de janvier. C'est à ce moment où il faut vraiment être attentif et vigilant.

Madame Gwenaëlle PENNOBER complète qu'il a été dit qu'il n'y aurait plus de FEDER infrastructures mais demande si ceux qui ont déjà été déposés seront traités ?

Monsieur le VPCA répond que cela concerne uniquement les FEDER qui n'ont pas encore été déposés.

Point n°2. Élection des membres de la section disciplinaire compétente à l'égard des usagers (SDU)

- Collège usagers ;
- Collège 1 : professeurs des universités et personnels assimilés titulaires ;
- Collège 2 : maîtres de conférences et personnels assimilés titulaires ;

Rapporteur : Madame Coline THEPOT

Madame Coline THEPOT rappelle que conformément aux articles R811-14 et -15 du Code de l'éducation, la SDU est composée de 16 membres répartis en trois collèges à parité femmes hommes au sein de chaque collège.

Il s'agira d'élire aujourd'hui pour le *collège des professeurs* deux femmes, deux hommes ; pour le *collège maître de conférences*, en personnel assimilé, deux femmes, deux hommes ; et pour le *collège des usagers*, quatre femmes et quatre hommes. Les membres sont élus en principe et en priorité par et parmi les représentants élus du CAC.

Pour le collège des usagers, la DAJI a reçu l'acte de candidatures des candidates suivantes : Madame FAMEKAMY Alicia, Madame LAMAH Stéphanie, Madame LEBON Coralie et Madame SAQUOTIER-BALON Naomie.

Madame la Présidente propose de mettre au vote ces quatre noms de femmes du collège des usagers.

Madame Coline THEPOT précise que c'est uniquement les membres de chaque collège qui votent pour leurs membres. Les usagers titulaires et suppléants votent pour le collège des usagers.

Madame Gwenaëlle PENNOBER demande s'il y a des lettres de motivation et CV.

Madame Coline THEPOT indique que l'acte de candidature suffit pour candidater, c'est un bonus s'il y a une lettre de motivation et un CV. Tous les membres du Cac plénier peuvent candidater en séance. Le vote est ouvert.

Collège usagers - FEMMES

4 membres proposés	Pour	Contre	Abstentions	N'a pas pris part au vote
SAQUOITIER--BALON Naomie	15	0	0	1
FAMEKAMY Alicia				
LAMAH Stéphanie				
LEBON Coralie				

Les quatre premières représentantes étudiantes au SDU sont approuvées avec 15 votants.

Madame la Présidente demande s'il y a une liste hommes usagers définie pour la présenter aux membres et faire le vote.

Monsieur RICHAUVET—GONTHIER Lucas propose sa candidature en séance.

Monsieur Rayan REMTOULA essaie de contacter d'autres membres usagers hommes pour siéger à la SDU.

Monsieur Alexis PARMENTIER se questionne sur les 32 inscrits dans l'outil de vote : dans les statuts, il n'en compte que 18 soit 4 élus de la Commission Recherche et 14 élus de la Commission de Formation Vie Universitaire. Il demande ainsi si le chiffre 32 correspond aux titulaires plus les suppléants et si les titulaires votent en l'absence des suppléant ?

Madame Coline THEPOT répond que l'ensemble du collège vote dans ce collège : les titulaires et les suppléants. La référence « *article R815 du Code de l'éducation. Ils sont élus au sein du conseil académique par et parmi les représentants élus titulaires et suppléants du collège auquel ils appartiennent* ».

Madame Gwenaëlle PENNOBER se questionne également à ce sujet : les titulaires et les suppléants peuvent se présenter, mais le titulaire et le suppléant ne peuvent pas voter dans le même vote, c'est soit l'un, soit l'autre. Il y a un problème.

Après une vérification dans le guide de composition, **Madame Coline THEPOT**, confirme bien les candidatures peuvent émaner des titulaires et des suppléants : *a priori* les suppléants peuvent également voter pour leurs pairs. Ils sont élus par et parmi l'ensemble du collège.

Madame la Présidente souligne que la logique de cette disposition est liée au fait qu'il y a très peu de candidats en réalité pour siéger dans les commissions disciplinaires. Et étant donné qu'il y a une difficulté terrible à obtenir le quorum des quatre hommes étudiants, quatre femmes étudiantes. Il y a eu des cas où les membres du CAC ont voté ligne à ligne pour les chercheurs qui démissionnaient sur-

le-champ et ensuite passer au nom suivant. Il y a eu une vingtaine de votes pour aboutir à l'obligation d'élargir les candidatures hors du CAC. D'après l'avis de la représentante DAJI, il s'agit de laisser les suppléants voter pour le collège des étudiants. S'il y a un vice de forme ou pas, ce point sera reporté à une autre séance.

Madame la Présidente propose de passer au collège 1 en attendant le retour de Monsieur Rayan REMTOULA sur le collège des usagers.

Sur le collège 1 des professeurs d'université et personnels assimilés, pour constituer la SDU il faudrait deux hommes et deux femmes. La DAJI n'a pas reçu de candidatures en amont, y a-t-il des membres du Cac plénier qui souhaitent candidater en séance ?

Monsieur Alexis PARMENTIER s'étonne qu'il n'y ait pas de candidature, parce que le nouveau doyen de la FDE indique qu'il y avait des juristes qui étaient intéressés de siéger dans la SDU.

Madame Coline THEPOT répond qu'à sa connaissance, qu'il n'y a aucune candidature des PR et des MCF membres du CAC. Nous avons reçu quatre candidatures de professeurs, mais comme précisé précédemment, c'est uniquement en cas d'impossibilité de pouvoir compléter le collège concerné par les membres du CAC qu'on pourra recourir aux extérieurs.

Madame Gwenaëlle PENNOBER indique que, comme il y a des volontaires aussi en dehors du CAC, il faudrait peut-être donner les noms et les corps des volontaires aux membres présents. Dans le cas où il n'y a pas de postulants au sein du CAC, ses noms seront pris en compte.

Madame Coline THEPOT explique que dans un premier temps il faut désigner des noms parmi les membres du CAC et que dans un second temps il faut faire une élection, comme dit précédemment, avec l'ensemble des membres. Et si chaque membre, suite à son élection, démissionne, ça démontre cette condition d'impossibilité prouvée par l'établissement d'aboutir à une élection au sein des membres du CAC. Et, dans ce cas, on pourra procéder à l'élection des candidatures extérieurs.

Madame la Présidente rappelle que dans un premier temps, indépendamment des noms des extérieurs, on doit faire la preuve qu'il faut voter après démission des membres du CAC. L'établissement doit pouvoir prouver l'impossibilité, il faut administrer la preuve que personne localement n'a candidaté pour ensuite faire appel à l'extérieur.

Madame Coline THEPOT précise qu'il y a deux PR hommes, deux PR femmes et aucune candidature MCF. Dans tous les cas, il faudra soit une séance reportée pour l'élection des maîtres de conférences, soit une élection avec l'ensemble des membres éligibles du collège concerné. Elle précise que cette possibilité de recourir à des personnels en dehors des membres du CAC relève de l'article R811-16. En principe, c'est lorsque les membres élus du CAC sont en nombre inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir pour chaque sexe, par exemple s'il n'y a qu'une seule femme maître de conférences dans l'ensemble du conseil académique : cette personne est élue d'office membre de la section disciplinaire et le deuxième siège femme est ouvert en appel à candidatures au personnel maître de conférences féminines en dehors des membres du CAC. C'est la condition d'impossibilité principale de prouver que les membres sont en nombre inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir. Ce n'est pas le cas du présent conseil académique. L'autre possibilité de recourir à des membres en dehors du CAC serait de prouver que l'entière démission des membres de chaque collège a posé sa démission après avoir été élus, comme cela avait été fait dans une autre université.

Après ses éléments de précision, **Madame la Présidente**, demande s'il a des candidatures pour le collège 1 ?

Madame Lucie PENIN demande qu'il y ait quelques éléments d'information pour que les collèges soient au courant de la charge de travail qui est ponctuelle mais relativement important avec des

règles strictes. Le fait d'être parmi la section ne veut pas dire que l'on va siéger à chaque commission, puisque les commissions sont désignées par le président parmi les membres élus.

Madame la Présidente remercie pour ses précisions sur les missions attendus. Effectivement, il ne faut pas surdimensionner la disponibilité que va exiger cette commission disciplinaire. Elle insiste sur le fait que celle-ci est salubre dans la mesure où elle permet déjà de garantir l'équité de traitement des étudiants et dans des situations d'examen ou autre.
C'est une structure qui vise aussi à faire appliquer les règles de la démocratie universitaire.

Madame Lucie PENIN complète ses propos en indiquant que la DAJI apporte un soutien sans faille aux commissions et qu'ils sont toujours là pour aider. Être biologiste et être présidente de cette section ne pose pas de problème. Il n'y a pas besoin d'être juriste, il faut lire un peu les textes, mais la DAJI est en soutien.

Madame la Présidente confirme que le service juridique accompagne et déroule les dossiers pour qu'il y ait tout le respect de la légalité, en toute compréhension, avec le souci d'expliquer les règles et les modes de fonctionnement, permettant ainsi d'éclairer les décisions lors des arbitrages à faire.

Il n'y a pas de candidate, donc **Madame la Présidente** propose de procéder au vote avec l'ensemble des membres éligibles de sexe féminin du collège 1.
Et si ces personnes refusent en séance, on procédera à nouveau au vote et ainsi de suite jusqu'à ce qu'on ait épuisé la liste des neuf noms femmes.

Le vote est ouvert.

1^{er} vote Collège 1 - FEMME

Collège 1 - Femme	1. Mme FOCK-BASTIDE Isabelle	6
Collège 1 - Femme	2. Mme HAUTIN-TAMPOE Vilasnee	2
Collège 1 - Femme	3. Mme MOISSON Virginie	7
Collège 1 - Femme	4. Mme MORILLON Marianne	1
Collège 1 - Femme	5. Mme OROBITG Christine	0
Collège 1 - Femme	6. Mme PENNOBER Gwenaëlle	1
Collège 1 - Femme	7. Mme RIQUEL Line	2
Collège 1 - Femme	8. Mme SYLVOS Françoise	10
Collège 1 - Femme	9. Mme WALLIAN Nathalie	3

2eme vote Collège 1 -FEMME

Résultats du vote				
Vote électronique				
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				15
N'ayant pas pris part au vote				0
Nombre de voix	MOISSON Virginie	11	SYLVOS Françoise	15

Mesdames MOISSON Virginie et SYLVOS Françoise siègent donc au collège 1 à la SDU.

Madame La Présidente remercie les membres pour ce choix, et propose de passer au vote pour les hommes du collège 1.

1^{er} vote Collège 1 - HOMME

Collège 1 - Homme	1. M. BARON Bertrand Jean-Marc	10
Collège 1 - Homme	2. M. BERTOLOTTI Antoine	0
Collège 1 - Homme	3. M. DEPOORTERE Christophe	10
Collège 1 - Homme	4. M. DESAULNAY Olivier	0
Collège 1 - Homme	5. M. KODJA Hippolyte	2
Collège 1 - Homme	6. M. LEFEBVRE D'HELLEN COURT Christian	0
Collège 1 - Homme	7. M. MOREAU Nicolas	2
Collège 1 - Homme	8. M. PARMENTIER Alexis Rodolphe	2
Collège 1 - Homme	9. M. STRASBERG Dominique	2

2eme vote Collège 1 -HOMME

Résultats du vote				
Vote électronique				
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				15
N'ayant pas pris part au vote				0
Nombre de voix	BARON Bertrand	15	DEPOORTERE Christophe	15

Messieurs BARON Bertrand et DEPOORTERE Christophe siègent donc au collège 1 à la SDU.

Madame la Présidente remercie les membres du collège 1 hommes pour leurs votes

Après avoir échangé avec les élus usagers, **Monsieur Rayan REMTOULA** propose les noms suivants : RICHAVET--GONTHIER Lucas, MULLA Ya-Ish, BEGUE Yann, REMTOULA Rayan.

Madame la Président le remercie pour ces noms et propose de passer au vote.

Collège 3 – Hommes

4 membres proposés	Pour	Contre	Abstentions	N'a pas pris part au vote
RICHAVET--GONTHIER Lucas	16	0	0	0
REMTOULA Rayan				
MULLA Ya-Ish				

BEGUE Yann				
------------	--	--	--	--

Les quatre représentants étudiants au SDU sont approuvés avec 16 votants.

Madame la Présidente passe au collège 2 des maîtres de conférences et personnes assimilées, et demande s'il y a des candidats femmes qui souhaitent siéger à la SDU.

Madame Lucie PENIN souhaite candidater dans son collège à la SDU.

Madame la Présidente propose de passer au vote du collège 2 Femmes pour avoir une deuxième candidate.

1^{er} vote Collège 2 - FEMME

Collège 2 - Femme	1. Mme CADOU Eléonore	4
Collège 2 - Femme	2. Mme JAEGER Audrey	3
Collège 2 - Femme	3. Mme LEBIHAN Laëtitia Marie Gwenaëlle	0
Collège 2 - Femme	4. Mme PENIN Lucie	12
Collège 2 - Femme	5. Mme RICCI Olivia	8
Collège 2 - Femme	6. Mme ROBERT-DA SILVA Christine	0
Collège 2 - Femme	7. Mme VERKINDT Chantal	1

2eme vote Collège 2 - FEMME

Résultats du vote				
Vote électronique				
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				15
N'ayant pas pris part au vote				0
Nombre de voix	PENIN Lucie	15	RICCI Olivia	15

Mesdames PENIN Lucie et RICCI Olivia siègent donc au collège 2 à la SDU.

Madame la Présidente passe au vote du collège 2 Hommes. Y-a -t-il des candidats ?

Monsieur AÏT-AARAB Mohamed propose sa candidature.

1^{er} vote Collège 2 - HOMME

Collège 2 - Homme	1. M. AH-PINE Franck	0
Collège 2 - Homme	2. M. AÏT-AARAB Mohamed	12
Collège 2 - Homme	3. M. BARET Pascal	11
Collège 2 - Homme	4. M. BOURANE Steeve	0
Collège 2 - Homme	5. M. DIAKITÉ Daouda	0
Collège 2 - Homme	6. M. KADJO Amangoua Jean Jacques	5
Collège 2 - Homme	7. M. LAURET Francky	0

Collège 2 - Homme	8. M. LORION David Joseph	1
Collège 2 - Homme	9. M. MOLINATTI Grégoire	1
Collège 2 - Homme	10. M. RADIGUET Rémi	0

2eme vote Collège 2 -HOMME

Résultats du vote				
Vote électronique				
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote			15	
N'ayant pas pris part au vote			0	
Nombre de voix	AÏT-AARAB Mohamed	15	BARET Pascal	14

Messieurs AÏT-AARAB Mohamed et BARET Pascal siègent donc au collège 2 à la SDU.

Madame la Président indique que la section disciplinaire usagers est bien constituée avec tous ses membres et demande qui souhaite être volontaire pour être le président et deux vice-présidents.

Monsieur AÏT-AARAB Mohamed souhaite être président.

Madame PENIN Lucie souhaite être vice-présidente s'il n'y a pas d'autres candidatures.

Monsieur BARON Bertrand souhaite également candidater pour être vice-président.

Le vote pour le Président de la SDU est ouvert :

Président : Monsieur AÏT-AARAB Mohamed

Résultats du vote				
Vote électronique				
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote			4	
N'ayant pas pris part au vote			0	
Nombre de voix	POUR	4	CONTRE	0

Monsieur AÏT-AARAB Mohamed est le président de la section disciplinaire usagers.

Le vote des deux vice-présidents de la SDU est ouvert :

Vice-Présidents : Madame PENIN Lucie et Monsieur BARON Bertrand

Résultats du vote

Vote électronique				
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote			4	
N'ayant pas pris part au vote			0	
Nombre de voix	POUR	4	CONTRE	0

Madame PENIN Lucie et Monsieur BARON Bertrand sont vice-présidents de la section disciplinaire usagers.

Madame la Présidente remercie les membres du Cac pour ce travail vraiment important pour l'établissement. Cette commission va pouvoir avancer sur les dossiers en souffrance.

Point n°3 : Désignation des membres pour le conseil du service SSE

Rapporteur : Madame Coline THEPOT

Madame Coline THEPOT présente le point, il s'agit d'élire cinq représentants étudiants et un représentant BIATSS élu membre du CAC.

Monsieur Rayan REMTOULA demande s'il s'agit d'un nouveau conseil ou est-ce que c'est un conseil qui a été réactivé ?

Madame Coline THEPOT indique qu'*a priori* ce n'est pas un nouveau conseil : les statuts datent de juillet 2024.

En l'absence de Madame Marie MANZANO du SSE, Madame THEPOT présente brièvement les missions : la SSE est chargé de mettre en œuvre des actions de prévention et de promotion de la santé, de contribuer à favoriser l'accès aux soins de premier recours des étudiants et d'organiser la veille sanitaire. Les documents de travaux ont été transmis aux membres du Cac avec l'envoi de convocation.

Sur le point composition, il s'agit d'un membre BIATSS parmi les membres du conseil académique. Il y aura un membre parmi les représentants BIATSS du conseil d'administration qui sera à élire au prochain conseil d'administration. Pour au moins 25 % de ses membres figurent les représentants étudiants et usagers dont au moins cinq représentants élus au conseil académique de l'université.

Monsieur Rayan REMTOULA demande la fréquence des réunions.

Madame Coline THEPOT répond selon les statuts, au moins une fois par an en formation restreinte et deux fois par an en formation élargie. Une convocation sept jours avant la date de réunion.

Madame la Présidente demande aux membres s'il y a les cinq noms d'étudiants candidats et un nom de représentant BIATSS parmi les collègues qui voudraient bien siéger dans cette commission.

Monsieur Rayan REMTOULA annonce qu'après concertation il y a les cinq noms usagers qui sont motivés à siéger à la SSE : Stéphanie LAMAH, Yann BEGUE, Naomie SAQUOITIER, Lucas RICHAUVET—GONTHIER, Salima BAOU.

Madame la Présidente remercie Monsieur REMTOULA pour ses propositions et soumet le point au vote.

Les représentants étudiants :

- LAMAH Stéphanie
- BEGUE Yann
- SAQUOITIER--BALON Naomie

- **RICHAUVET--GONTHIER Lucas**
- **BAOU Salima**

Résultats du vote						
Vote électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				47		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	46	Contre	0	abstention (s)	1

Madame la Présidente demande un nom également parmi les BIATSS qui souhaite siéger à la SSE.

Madame Audrey BECQUART propose sa candidature.

Le vote est ouvert.

La représentante BIATSS :

- **BECQUART Audrey**

Résultats du vote						
Vote électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				47		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	47	Contre	0	abstention (s)	0

Madame la Président remercie les usagers ainsi que la collègue Madame Audrey BECQUART pour leur engagement dans cette mission au titre de la santé étudiante.

Point n°4 : Charte sur l'utilisation de l'Intelligence Artificielle Générative au sein de l'Université de La Réunion.

Rapporteur : Monsieur le Vice-Président en charge du numérique, des usages et de l'intelligence artificielle et Madame Véronique SEBASTIEN.

Monsieur le VP remercie Madame la Présidente du Cac de lui céder la parole, ce sera une présentation à deux voix avec Madame Véronique SEBASTIEN.

Un rappel sur la nécessité et la demande de la communauté de disposer d'une charte concernant les usages des intelligences artificielles génératives est exposé. Pour cela, une proposition faite au plan méthodologique, est qu'après le passage dans l'instance comité de pilotage du numérique, des sous-groupes aient la charge de la réflexion sur l'intelligence artificielle et son déploiement à l'Université de La Réunion.

Avec un diaporama partagé, il rappelle la composition du Comité du numérique, des usages et de l'intelligence artificielle (COPNUIA). Cinq GT, dont un GT consacré à l'IA, ont été menés. Dans ce GT, les membres ont travaillé sur l'élaboration de cette charte de l'intelligence artificielle et de ses usages, lequel est soumis au Cac plénier. Le comité de pilotage se réunit une fois par mois et les GT sont ensuite autonomes pour alimenter la réflexion sur les différents sujets soumis. Le premier sujet abordé dans le

cadre de ce GT est la charte IA. Cette charte est prête depuis le mois d'août dernier. Elle a été présentée à différentes instances comme le CDC, le Bureau d'établissement, le CA et aujourd'hui au Cac plénier. Les membres du Cac plénier ont reçu l'intégralité du document tel que rédigé, avec une organisation autour du positionnement général de l'Université par rapport aux questions de l'usage de l'intelligence artificielle générative, les consignes générales, puis des cadres spécifiques consacrés à la pédagogie, à la recherche, à l'administration, puis des références.

Monsieur le VP propose de céder la parole à Madame Véronique SEBASTIEN qui est animatrice du GT IA du COPNUIA et a coordonné les travaux depuis maintenant plusieurs mois.

Madame Véronique SEBASTIEN rappelle qu'il s'agit d'un projet fortement collaboratif. Le besoin émane du terrain car la direction a été interpellée par de nombreux enseignants et collègues pour savoir s'il existait ce cadre : il faut proposer un cadre pour l'établissement car l'IA générative est déjà utilisée régulièrement à plus de 50 % pour les personnels et plus encore pour les étudiants qui sont 68 % à l'utiliser au moins une fois par semaine.

Il ne s'agit pas de tout bloquer, mais plutôt de 1) proposer de bonnes pratiques sur l'utilisation de ces outils et essayer de 2) freiner les pratiques plus problématiques dans un esprit de responsabilité, de transparence et de respect des valeurs universitaires.

La Charte est structurée en plusieurs parties avec des consignes générales, des consignes par type d'activité (activité pédagogique, activité de recherche, activité liée aux tâches administratives ou aux tâches techniques pour les collègues, qui sont dans l'informatique ou d'autres spécialités).

En termes de méthodologie, elle indique s'être appuyé sur une première version générée par IA à partir d'autres chartes d'autres établissements. Ensuite cette proposition a été fortement retravaillée au sein du groupe de travail IA de l'université, dont d'ailleurs certains membres du CAC font partie et ont participé à ces travaux. Le document qui en résulte a été largement transformé, retravaillé pour correspondre aux attentes de la communauté universitaire. On va également essayer d'orienter les usages vers des outils avec lesquels on est en contrat (par exemple, à Google Gemini, Office avec son outil Copilot, ZOOM...).

Madame la Présidente remercie pour cette présentation à deux voix et pour le travail considérable d'élaboration de cet outil qui prend en charge les mutations technologiques de nos métiers et aussi les usages des étudiants. Elle demande si il y a des questions concernant cette charte d'IA ?

Monsieur Guillaume MONTPRE a une question : cette charte pour l'IA va-t-elle être intégrée à la charte de l'informatique et permettre une actualisation de cette charte ? La charte de l'informatique date quand même de quelques années. Est-ce que c'est une piste ou un début de développement pour actualiser toutes ces chartes ?

Monsieur le VP répond que cette charte est à ce stade un complément indépendant de la charte informatique. Ce sujet concerne le cadre du schéma directeur du numérique : la charte informatique devra être mise à jour. Ce travail devra être engagé dans le cadre des travaux du COPNUIA et du sous-GT SI. Ce sont des sujets qui ont déjà été abordés récemment avec un travail important à faire sur ce point.

Monsieur Alexis PARMENTIER a des questions sur ce point : est-ce que le DPD (délégué à la protection des données) était dans le groupe de travail ? Est-ce qu'il valide cette proposition ? Est-ce que la commission déontologique a été saisie pour également formuler un avis ?

Monsieur le VP : pour répondre à Monsieur PARMENTIER, effectivement le DPD fait partie du COPNUIA. Le COPNUIA est un comité ouvert : dans une version restreinte, le DPD en fait absolument partie. Le collège de déontologie a été saisi : il y a eu un problème de transmission au collège, ce qui explique

le retard. Ce sujet est en cours d'instruction.

Monsieur Alexis PARMENTIER demande : dans les consignes générales sur la confidentialité des données, il est indiqué qu'il est proscrit de transmettre des données à caractère personnel de personnes tierces sans leur consentement à des outils d'IA génératives non fournis par l'université.

Est-ce que cela veut dire qu'on a le droit de le faire aux outils fournis par l'Université ? Est-ce qu'on a le droit de le faire par exemple à Gemini ? Est-ce qu'il est autorisé sur Gemini d'utiliser l'image de quelqu'un sans son consentement ?

Monsieur le VP dans un premier élément de réponse, les outils utilisés en interne sont proposés dans le cadre de politiques contractuelles. C'est-à-dire qu'il y a des contrats qui sont signés aussi bien avec Google ou avec Microsoft. Et par ailleurs le RAGaRenn est un outil souverain qui est déployé par l'Université de Rennes dans le cadre d'un projet national d'IA souveraine. Les données sont absolument sécurisées.

Pour ce qui concerne les IA sous contrat avec l'Université, la réutilisation de ce qui est proposé dans ces IA n'est pas mobilisée pour l'apprentissage des IA.

Pour répondre à la question, il faut avoir un regard discriminant s'il est possible -ou pas- de faire usage de l'image de personnes sans le consentement des personnes. Après, il y aura toujours le cas particulier qui nécessitera que les personnes usagères des IA le fassent dans les règles de l'art.

Madame Véronique SEBASTIEN complète les éléments en indiquant que l'établissement est en contrat avec Google d'un point de vue professionnel. Quelque part, l'usage de Gemini s'inscrit dans ce contrat à Google.

Monsieur Alexis PARMENTIER demande si l'utilisation l'image de quelqu'un sans lui demander son consentement est possible sur Gemini ?

Monsieur le VP répond que non, cela relève du droit à l'image. On ne peut pas utiliser l'image de quelqu'un sans son consentement.

Monsieur Alexis PARMENTIER propose de changer un peu la phrase, il pourrait y avoir une mauvaise interprétation.

Madame Véronique SEBASTIEN comprend que la question se pose. Elle le remercie pour cette remarque. Même s'il y a des contrats avec des éditeurs, ils ne peuvent pas forcément garantir cette souveraineté qui est nécessaire pour le traitement de données sensibles.

Monsieur le VP indique qu'il suffit de supprimer "non fourni" par l'université.

Monsieur Alexis PARMENTIER remercie les équipes pour ce document très complet. Il s'interroge sur les fondations destinées aux étudiants autour de l'IA et de l'utilisation de l'IA générative. Si ce n'est pas le cas, est-ce que cela est bientôt prévu ? Il peut être élargi également pour les enseignants.

Monsieur le VP indique qu'effectivement, il est prévu des UEO proposées dès cette année pour les étudiants ainsi que d'autres formations. Il s'agit véritablement d'un élément essentiel de la feuille de route du GT IA, qui doit rapidement aborder ces enjeux. La D2IP a déjà initié des ateliers et des activités pour accompagner la formation à l'utilisation des IA génératives. De nombreuses actions ont également été entreprises dans le domaine de la communication à travers des Causeries et autres événements. Les Cafés de l'IA, qui se tiennent régulièrement, sont également dédiés à cet objectif. Le prochain se déroulera dès jeudi prochain. Par ailleurs, des formations plus structurées, notamment concernant la charte IA, peuvent servir de base pour une réflexion sur la sensibilisation et la formation autour des questions majeures traitées dans cette charte IA, qui pourrait devenir un véritable sujet d'étude et d'apprentissage à travers des formations complémentaires. Cela est clairement inscrit dans la feuille de route du Schéma Directeur du Numérique, avec l'ambition d'avancer rapidement sur cette initiative.

Madame la Présidente complète les propos du VP en indiquant qu'il existe actuellement un plan de formation qui constitue un programme de développement des compétences professionnelles pour les enseignants-chercheurs maîtres de conférences stagiaires, et la dimension IA y est intégrée. De plus, avant d'aborder l'UEO, on peut se concentrer sur la formation des doctorants et descendre vers le master afin que les doctorants soient rapidement familiarisés avec l'IA, car ce sont eux qui sont probablement les plus concernés par ces formations avancées. Il y a deux cibles complémentaires ici : les maîtres de conférences stagiaires et les doctorants.

Monsieur le VP indique qu'un travail est fait pour les personnels administratifs et techniques, lequel va s'organiser autour de l'accompagnement au développement des compétences pour les personnels BIATSS. Dès 2026, le GT va travailler sur cette question de la formation au sein de l'Université.

Madame la Présidente propose de passer à l'approbation de cette charte IA. Le vote est ouvert.

Résultats du vote						
Vote électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				52		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	49	Contre	0	abstention (s)	3

Madame la Présidente remercie les membres du Cac plénier pour la validation de cette Charte IA et remercie également Monsieur le VP et Madame Véronique SEBASTIEN pour tout ce travail.

Monsieur le VP profite pour remercier tous les collègues qui se sont investis, c'est un travail de la communauté.

Point n°5 : Campagne emplois 2026.

Rapporteur : Madame la Présidente du Cac, Monsieur le VPCA

Madame la Présidente débute la présentation du point campagne emplois. On est sur une campagne d'une volumétrie de deux professeurs d'université, plus les ERA Chair, l'agrégation de droit et cinq maîtres de conférences.

Madame Gwenaëlle PENNOBER interpelle la Présidente du CAC sur le principe de la ERA Chair : c'est le statut du CDD qui est recruté sur un programme européen. Là, il s'agit un poste PR d'université et non d'une ERA Chair pour le recrutement.

Madame la Présidente poursuit sa présentation, il y a cinq maîtres de conférences, et quatre postes professeurs, dont deux qui sont profilés précisément.

Quelques membres indiquent qu'il n'y a pas toutes les fiches de postes sur la GED. Les fiches de postes ont été remontées par les composantes mais pas transmises aux membres du Cac plénier.

Madame la Présidente propose une suspension de séance pour alerter Monsieur le DRH sur la demande des membres du Cac plénier.

Suspension de séance de 12h30 à 13h

Madame la Présidente suggère de reprendre la séance du CAC plénier. Concernant le point sur la campagne des postes, elle dit avoir pris contact avec le DRH : il est convié à se joindre au Cac plénier.

Sur la campagne des postes, les membres examinent uniquement la volumétrie relative aux enseignants-chercheurs, les PRAG ne sont pas concernés. Actuellement, il y a cinq maîtres de conférences et deux PR, en plus du ERA Chair qui dispose également d'un poste profilé, sans oublier le PR agreg 01 en droit.

Madame la Présidente rappelle la procédure suivie pour présenter cette campagne. La campagne a été soumise dans le cadre du dialogue de gestion, où les conseils d'UFR ont exprimé leurs priorités concernant les postes en fonction des besoins. Par la suite, un débat a eu lieu sur la volumétrie, puis sur l'orientation des postes et leur attribution par composante. Ensuite, au sein des composantes, cela a été fait par section et par laboratoire de rattachement. Il a été ainsi possible de parvenir à l'état d'équilibre actuel, qui est manifestement insatisfaisant, car nous souhaiterions avoir une campagne plus riche. Finalement, il y a cinq postes de maîtres de conférences, et deux postes de PR, ainsi que le ERA Chair et le PU droit agreg. La première question est de savoir si les membres du Cac plénier valide la volumétrie de cette campagne de postes d'enseignants-chercheurs, qui se compose globalement de cinq maîtres de conférences et trois PR ?

Monsieur Alexis PARMENTIER a quelques questions sur ce point. Il existe des demandes de différentes composantes, et finalement, l'équipe présidentielle ou le Président décide entre toutes ces demandes. Sur quels critères et avec quelles données a-t-il effectué ces arbitrages ? Pourrions-nous, obtenir des éclaircissements sur ces arbitrages, et également avoir accès à un certain nombre de données ?

Il y a des éléments dans le fichier transmis, avec un tableau indiquant le volet des heures complémentaires de formation initiale, ainsi qu'un pourcentage HCFI maquette. Il serait utile d'avoir, par exemple, le taux d'encadrement pédagogique par les titulaires, le déficit d'heures, le nombre d'heures HETD non assurées par les titulaires, les ratios PR-MCF, la dynamique des cinq dernières années, ainsi que les projections pour l'année prochaine.

Pour l'instant, il est difficile de comprendre le tableau proposé de cette manière, et pourquoi il y a tant de postes pour une composante ou une autre. Dans ce tableau, il était indiqué que LSH et ST avaient chacun trois postes, tandis que DE en avait deux. Cependant, il constate qu'il y a un déficit beaucoup plus important pour le droit économique.

Madame la Présidente indique qu'en Droit éco, il y a déjà un poste PU agreg.

Monsieur Alexis PARMENTIER répond qu'il y a bien deux postes : un poste de PU agrégé et un maître de conférences 04. Il aimerait savoir si les arbitrages ont été effectués uniquement sur ce tableau, ou s'ils ont été basés sur d'autres données. Lesquelles ? Pourrait-on y avoir accès ? Cela lui semble essentiel pour disposer de toutes ces informations.

Madame la Présidente informe que, concernant la répartition des personnels demandée, les données ne sont pas fiables à cause de problèmes de saisie et de positionnement. Actuellement, il y a un déficit de 17 postes pour les BIATSS, impliquant des doublons dans les mêmes supports, ce qui rend difficile l'élaboration d'indicateurs fiables pour la campagne de postes. La DGS a confirmé que ces données ne peuvent pas être transmises car elles ne reflètent pas la réalité de la cartographie des emplois. Le Président a décidé de partir des besoins exprimés par les directeurs de composantes pour orienter la gestion des postes, étant donné que certains postes 2025 sont déjà annulés. Ce processus se réalise de manière « bottom-up », en tenant compte des besoins réels pour répartir les postes de manière équitable, notamment trois postes pour LSH, trois pour ST, et deux en droit-économie-gestion, malgré le déficit. En STAPS, le manque de postes est tel qu'il est difficile de compenser les besoins. Il est aussi prévu une réduction des unités d'enseignement et donc des postes, en tenant compte de l'obligation de réaliser des économies. Malgré des indicateurs peu fiables, il est essentiel de travailler vers une gestion prévisionnelle des emplois et compétences (GPEC).

Madame Gwenaëlle PENNOBER souhaite s'exprimer sur la dernière campagne emplois : avec

l'administrateur provisoire, il n'y avait aucun support. Les conseils n'avaient pas pu fonctionner : élue à la commission recherche, on nous a demandé de valider. Il y a un manque d'argument pour valider cette campagne emplois.

Madame la Présidente répond : à la décharge de l'équipe présidentielle, on apprend il y a 10 jours qu'il y a 1,8 million de trou potentiel supplémentaire. Il a fallu réviser totalement le budget initial 2026 d'un établissement d'enseignement supérieur et arriver à sanctuariser, malgré cela, une campagne d'emplois négociée dûment avec les directeurs de composantes.

Monsieur Alexis PARMENTIER indique qu'on ne va pas se prononcer sur les BIATSS, mais est-ce que la cellule pilotage va être renforcée ? Est-ce qu'elle doit être renforcée ? Il serait bien de préparer la campagne de l'année prochaine avec des données fiables et prendre le problème au sérieux. Ensuite, on doit examiner la qualification des emplois en lien avec la stratégie de l'établissement. Il n'y a pas de nouveau contrat ? Le dernier contrat d'établissement est de 2020 à 2025, et actuellement nous sommes sur une campagne emplois 2026.

Madame la Présidente explique que la qualification des postes, c'est au regard de la stratégie d'établissement, mais cette stratégie a été explicitée dans le projet d'établissement. Celui-ci a été voté au Conseil d'administration. Le directeur de cabinet de l'enseignement supérieur a lancé l'idée d'utiliser justement ce document pour en faire un COMP.

Monsieur Alexis PARMENTIER demande si les membres du CAC ont reçu le projet d'établissement ?

Monsieur le DRH prend la parole et indique que ce projet est consultable sur le site internet. Il ne me prononce pas sur la diffusion : le projet a été voté au CA de septembre.

Madame Gwenaëlle PENNOBER répond qu'il s'agit d'un document très littéraire, mais que pour elle, ce n'est pas une stratégie d'établissement : c'est un contexte.

Madame la Présidente rappelle que ce document qui a fait l'objet de plus de neuf CoTech pour consulter de manière fine l'ensemble des personnels. Sa remontée a fait l'objet du travail de synthèse. Le présent CAC plénier est consulté pour émettre évidemment des vœux sur les orientations de formation recherche, mais aussi sur la qualification à donner aux emplois d'enseignants-chercheurs et de chercheurs vacants demandés. La première étape consiste à valider la campagne des postes : cinq maîtres de conf plus trois PR en l'état, avant de rentrer dans la qualification de ces postes à travers les profils tels que votés dans les conseils d'UFR.

Monsieur Alexis PARMENTIER se questionne sur les arbitrages proposés, comment s'insèrent-ils dans la stratégie de l'établissement ? Est-ce que vous pouvez expliquer comment les différents postes qui étaient proposés par les composantes n'ont pas été retenus ?

Madame la Présidente indique que les composantes ont été sollicitées pour faire état de leurs priorités et de leurs besoins. Ensuite, il y a eu un travail de remontée synthétique pour voir la volumétrie globale et les moyens alloués, c'est-à-dire vérifier la soutenabilité de cette campagne. Puis, il y a eu quelques ajustements : par exemple, il y a des postes non pourvus qui ont été retransformés ou reconduits pour l'année d'après, de 25 à 26, et d'autres ont été repositionnés.

Monsieur Alexis PARMENTIER demande si les arbitrages proposés par l'équipe présidentielle s'insèrent-ils dans la stratégie de l'établissement ?

Monsieur le VPCA répond qu'un arbitrage se fait uniquement sur les supports vacants dans la même composante, en sachant avoir même pu entamer tous les supports utilisés. L'objectif était de pouvoir minimiser la perte de supports libérés, en mutation avec la retraite, et de les redonner aux collègues, aux composantes, de manière à redéfinir les profils qui répondent aux besoins prépondérants de la NOF.

L'idée est de laisser la main aux composantes pour redéfinir les besoins, puisque la NOF n'a pas encore été validée. On a annexé l'opération aux composantes pour faire ces choix-là.

Madame la Présidente remercie Monsieur Teddy CADERBY pour son intervention rapide par téléphone.

Monsieur Alexis PARMENTIER indique que dans le tableau qui a été donné, manifestement, les classements proposés par les composantes ne sont pas respectés.

Après plusieurs échanges sur le tableau de la campagne emplois, **Madame la Présidente** demande si les membres du CAC acceptent la venue de Monsieur le VPCA, pour quelques explications.

Les membres du Cac plénier acceptent.

Madame la Présidente remercie Monsieur le VPCA de sa venue en séance. Les membres ont quelques remarques sur cette campagne : préciser les manières dont l'arbitrage de cette campagne a été fait. La question maintenant est, en l'état, au mieux des moyens rares dont nous disposons et des supports vacants, est-ce qu'on peut valider cette campagne pour pouvoir entrer dans la qualification des postes ?

Monsieur le VPCA indique que le dialogue de gestion a été conduit en présence des directeurs de composantes avec les RA généralement. Ce qui est formulé est le fait que les supports qu'ils auront au sein de leurs composantes sont les supports qui sont libérés chez eux. L'équipe n'a pas voulu faire à ce stade, autrement dit cette année, de redéploiement de supports, comme cela avait déjà été fait par le passé. Il a été dit, "vous conservez vos supports à minima." À minima, ce qui veut dire que les supports seront totalement pourvus : quelques-uns seront peut-être gelés. « Gelé » ne veut pas dire qu'on redéploie : les supports restent dans la composante.

Monsieur le VPCA indique que la volonté de l'équipe présidentielle, et les missions du DRH sur cette campagne emplois, sont que les supports libérés au sein de la composante restent dans la composante.

Monsieur le VPCA indique ensuite que sur la campagne d'emplois 2025, le logiciel ministériel qui s'appelle GESUP permet de savoir quel est le collègue affecté à tel support. Avec le responsable de la masse salariale, on a réussi à identifier les supports véritablement disponibles. En l'occurrence pour cette campagne d'emplois, les supports mis au concours ici sont les supports qui sont dans la composante.

Monsieur Alexis PARMENTIER souhaite savoir : sur le plan stratégique, l'établissement va ouvrir 18 PASS pour des étudiants en orthophonie afin de les former sur une période de 5 ans. La question est : que devient ce maître de conférences après cinq ans ? Ne serait-il pas plus judicieux de recruter, par exemple, un contractuel pour une durée de cinq ans ?

De même en ce qui concerne le financement, c'est l'État qui couvre le salaire avec la surrémunération et qui a décidé d'augmenter le plafond des emplois d'enseignants-chercheurs d'une unité pour pouvoir l'inclure dans la campagne d'emplois ?

Monsieur le VPCA explique que la DGESIP a fourni la masse salariale correspondant à un poste de MCF pour la filière orthophonie à La Réunion, incluant la sur-rémunération. Cependant elle n'attribue pas de support : cela signifie que le plafond d'emploi n'est pas augmenté. Il nous incombe donc de récupérer un support existant libre. En l'occurrence, le support utilisé est un support libéré par la Faculté de santé, qui aurait été réutilisé. La composante a été informée à ce sujet, et elle dispose d'un support qui a été récemment libéré et qui a été utilisé pour le poste.

Madame la Présidente propose de clore le débat sur ce point campagne emploi. Elle remercie le VPCA pour ce temps d'échanges avec les membres du Cac plénier et pour ces éclairages.

Le vote est ouvert.

Résultats du vote						
Vote électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				44		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	26	Contre	2	abstention (s)	16

La campagne emplois 2026 est validée.

Point n°6 : Étude de la qualification des postes de la campagne MCF et PR.

Rapporteur : Madame la Présidente du Cac

Madame la Présidente passe à l'étude des profilages de poste MCF et PR. Il y aura un vote pour chaque fiche de poste.

Présentation de la fiche de poste MCF 04 de l'UFR DE CRJ

Aucune remarque

Le vote est ouvert.

Résultats du vote						
Vote électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				37		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	36	Contre	1	abstention (s)	0

Le poste MCF 04 est validé.

.....

Présentation de la fiche de poste MCF 20 de l'UFR LSH

Les membres proposent de faire une petite rectification de la fiche de poste, ajoute « à terme » avant le début de la phrase « le /la candidat(e) assumera des responsabilités pédagogique... ». La DRHE apportera la modification.

Le vote est ouvert.

Résultats du vote						
Vote électronique						
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				38		
N'ayant pas pris part au vote				0		
Nombre de voix	pour	35	Contre	1	abstention (s)	2

Le poste MCF 20 est validé.

.....

Présentation de la fiche de poste MCF 60-62 de l'IUT

Aucune remarque

Le vote est ouvert.

Résultats du vote							
Vote électronique							
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				40			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	31	Contre	5	abstention (s)	4	

Le poste MCF 60-62 est validé.

.....

Présentation de la fiche de poste MCF 91-07 de l'UFR Santé

Aucune remarque

Le vote est ouvert.

Résultats du vote							
Vote électronique							
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				40			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	31	Contre	2	abstention (s)	7	

Le poste MCF 91-07 est validé.

.....

Présentation de la fiche de poste MCF 67 de l'UFR ST

Aucune remarque

Le vote est ouvert.

Résultats du vote							
Vote électronique							
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				36			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix	pour	33	Contre	1	abstention (s)	2	

Le poste MCF 67 est validé.

.....

Présentation de la fiche de poste PR 35 de l'UFR ST

Les membres proposent de rectifier la fiche de poste en retirant la phrase « le/la candidate devra donc prouver [...] des portages de projets. »

Le vote est ouvert.

Résultats du vote							
Vote électronique							
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				40			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix							
	pour	36	Contre	1	abstention (s)	3	

Le poste PR 35 est validé.

.....

Présentation de la fiche de poste PR 37 de l'UFR ST

Aucune remarque

Le vote est ouvert.

Résultats du vote							
Vote électronique							
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				35			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix							
	pour	25	Contre	4	abstention (s)	6	

Le poste PR 37 est validé.

.....

Présentation de la fiche de poste PR 71 de l'UFR LSH

Aucune remarque

Le vote est ouvert.

Résultats du vote							
Vote électronique							
Nombre de membres présents ou représentés au moment du vote				37			
N'ayant pas pris part au vote				0			
Nombre de voix							
	pour	34	Contre	1	abstention (s)	2	

Le poste PR 71 est validé.

.....

L'ordre du jour étant épuisé, **Madame la Présidente du Cac** remercie les membres du Cac pour les échanges pendant cette séance.

Les questions diverses ayant été traitées, la séance du Conseil académique plénier est clôturée à 15h10.

La Présidente du Conseil académique

The image shows a blue circular official stamp of the University of La Réunion. The text 'UNIVERSITÉ DE LA RÉUNION' is written around the top inner edge, and a small star is at the bottom. A blue ink signature, 'Nathalie', is written across the center of the stamp.

Pr. Nathalie WALLIAN

La secrétaire de séance

A blue ink signature, 'Anaëlle', is written in a stylized, cursive script.

Anaëlle ROBERT